

0.324.232.11.

ORIGINAL an: D
 zur Kenntnisnahme an: 112 110 103 113 149 152
 153 154 155 157 217 DZ JD

paris le 14.8.1963 18.20 cable no 254

voici commentaires directeur-adjoint affaires politiques quai d'orsay sur accord nucleaire de moscou.

1) khrouchtchev est principal beneficiaire de cet accord qui lui permet de poser en champion de la detente et de la paix. c'est pour lui un excellent sujet de propagande qu'il exploitera aussi a l'interieur du bloc communiste, dans sa lutte d'influence contre pekin.

khrouchtchev a obtenu cet avantage gratuitement, puisque les engagements prevus par l'accord sont tres modestes et qu'au surplus l'urss ne semble pas pour le moment avoir besoin de faire des essais nucleaires dans l'atmosphere.

2) si l'administration kennedy a voulu cet accord et favorise la conclusion d'autres accords sur les problemes est-ouest, c'est avant tout parce qu'une detente lui parait necessaire, afin d'eviter une nouvelle confrontation russo-americaaine, aussi dangereuse que celle de cuba. il est d'ailleurs possible que ce mobile existe aussi chez les soviets.

en outre, le differend sino-sovietique encourage les americains a penser que le moment est venu de traiter avec khrouchtchev. plus les soviets s'engageront avec l'ouest, plus ils s'eloigneront de la chine et plus celle-ci se trouvera isolee : tel est du moins le raisonnement qui a ete avance a washington. le quai d'orsay croit, en revanche, qu'une politique consistant a s'entendre avec les russes pour isoler la chine n'est pas realiste. c'est l'urss qui est une menace pour l'occident et non pas la chine qui ne sera pas une veritable puissance nucleaire avant tres longtemps. de plus, la politique de khrouchtchev a ete souvent dangereuse, notamment

./.

e 1 7 6 2

 16.8.63 0930 tlo

Dodis



- 2 -

a cuba et a berlin, tandis que les dirigeants chinois ont jusqu'ici use de leurs moyens militaires avec prudence. L'affaire de quemoy et l'expedition militaire en inde le prouvent.

3) devant l'insistance americaine, la republique federale d'allemagne est obligee de signer l'accord. Le gouvernement francais le comprend fort bien et il n'y a aucune divergence a ce sujet entre paris et bonn.

Les americains ont fait valoir que les puissances occidentales, par leur signature, ne reconnaitraient nullement pankow, rappelant a ce sujet les accords dont la chine communiste a ete co-signataire sans pour autant obtenir la reconnaissance de son gouvernement. cette explication n'a pas satisfait bonn pour qui il s'agit d'eviter non seulement de reconnaitre le gouvernement de la ddr, mais sa qualite d'etat. rusk promet, lors de son passage a bonn, d'exposer au senat americain que l'allemagne de l'est ne serait pas reconnue en tant qu'etat.

bonn s'est aussi inquiete de la conclusion possible avec les soviets d'un pacte de non-agression entre l'otan et le traite de varsovie. selon un commentaire americain, ce pacte, ou des declarations conjointes de meme substance, ne pourraient etre envisages que si la question des acces a berlin etait reglee. adenauer et ses collegues ont expose a rusk qu'ils etaient en principe opposes a un pacte de non-agression ou a des declarations conjointes, parce que cela pourrait impliquer de reconnaitre la division actuelle de l'allemagne. en outre, la discussion des causes de tension ne devrait pas etre limitee au seul probleme des acces a berlin. c'etait la reunification de l'allemagne qu'il fallait discuter en priorite sur toute autre question. s'engager dans un echange de vues sur les acces de berlin presentait en outre le danger d'admettre qu'actuellement les droits des allies n'etaient pas suffisamment fondes et qu'il fallait donc les confirmer. rusk re- pliqua qu'aucun echange de vues avec les soviets sur ces questions n'etait prevu pour le moment.

./.

- 3 -

Le gouvernement francais partage entierement point de vue et craintes de bonn. a son avis, la politique de khrouchtchev consiste essentiellement a consolider la ddr. il n'y a aucun doute, selon le quai d'orsay, que khrouchtchev prefere une allemagne de l'est solidement etablie a une allemagne reunifiee et neutre, meme desarmee. dans ces conditions, des conversations avec les soviets sur l'allemagne ne pourraient pas aboutir a une solution acceptable pour l'ouest.

caillat.